



Madame, Monsieur, Bonjour !

DÉFENDONS UN SERVICE PUBLIC FERROVIAIRE POUR TOUS !!!

Les choix de libéralisation des services publics et notamment du transport ferroviaire à l'échelle européenne, prennent leur source dans une volonté dogmatique de privatisation, au détriment de la réponse aux besoins des populations et de l'intérêt général.

Les privatisations du secteur de l'eau, d'EDF/GDF, de France Télécom, de La Poste ont été payées au prix fort par les usagers et les salariés, afin d'enrichir encore et toujours les actionnaires.

Dans le même temps, la qualité de service a fortement baissé et les tarifs ont explosé.

Pour exemple :

**+ 35% pour l'électricité,
+ 60% sur le gaz,
le prix du m³ d'eau
a été multiplié
par 3,5 voire 10
dans certaines villes !**

Le transport de voyageurs...

Le sénateur UMP, Francis GRIGNON, a produit, sur demande du Gouvernement, un rapport relatif à l'ouverture à la concurrence du transport ferroviaire de voyageurs et notamment concernant les Trains Express Régionaux.

Ce rapport préconise l'ouverture totale du transport régional de voyageurs avec comme premières étapes des expérimentations sur certaines lignes. Il prévoit aussi l'abaissement des conditions sociales des salariés et la mise à disposition des infrastructures et des ateliers de la SNCF financés par l'argent public pour des entreprises privées qui se positionneraient sur des appels d'offres.

La SNCF, entreprise publique de service public, et les cheminots ont largement démontré leur capacité à répondre aux besoins croissants de transport des populations malgré le désengagement important de l'Etat, que ce soit au plan du territoire national (TGV, Corail, TEOZ, Lunéa, Fret) ou au niveau régional via les autorités organisatrices de transport pour le TER et le RER.

L'objectif étant de livrer aux appétits du privé des lignes dites rentables pour ne laisser à l'opérateur public SNCF que les lignes qualifiées de déficitaires.

Le transport de marchandises...

La SNCF a présenté en septembre 2009 un « schéma directeur » qui fixe les axes de développement du transport de marchandises pour les années à venir, alors que cette branche est fortement déficitaire.

Ce plan de réorganisation du Fret comprend notamment l'abandon de 60% de l'activité de messagerie ferroviaire (wagon isolé), qui irrigue l'ensemble du territoire en assemblant des wagons de marchandises de chargeurs différents et notamment des PME/PMI.

L'ouverture à la concurrence dans le Fret Ferroviaire depuis 2006 n'a pas augmenté la part modale du transport de marchandises par fer, bien au contraire.

En 2000, la SNCF transportait 55 milliards de tonnes/km, dix ans après, elle en transporte à peine 20 milliards. La Direction de la SNCF a abandonné aux entreprises ferroviaires privées les trafics jugés non rentables, entraînant aussi un transfert sur les routes. En 3 années, ce sont 2,5 millions de camions en plus sur les routes françaises !

La Direction SNCF pousse les feux encore plus loin de la déstructuration du Fret, en abandonnant les gros triages. Cette logique installe la SNCF dans une position de repli sur le Fret et s'avère être en opposition avec les décisions du « Grenelle de l'environnement ».

L'infrastructure ferroviaire...

Depuis 1997 et la séparation de la SNCF en deux établissements publics (SNCF et RFF), RFF a en charge l'infrastructure ferroviaire. La création de cette entité aura conduit à une répartition de la dette ferroviaire entre les deux établissements, sans régler le problème du système ferroviaire national et son financement.

Le désengagement de l'État et les orientations de RFF et de la SNCF qui consistent à rechercher l'autofinancement, conduisent à réduire le volume global de moyens financiers nécessaires. L'impact est de plus en plus négatif sur l'état du réseau, essentiel à une bonne qualité de service.

L'endettement du système ferroviaire, la structuration par activités autonomes à la SNCF, la casse de l'emploi, sont les ingrédients du Gouvernement et de la Direction de la SNCF pour démanteler le service public ferroviaire.

Usagers, cheminots, marchons ensemble...

Si pour les cheminots, la libéralisation se traduit par une dégradation des conditions de vie et de travail, pour le quotidien des usagers, cela va se concrétiser par une piètre qualité de service et par des choix allant à l'encontre des besoins (fermetures de gares, de lignes et des guichets, hausse des tarifs, deshumanisation des gares, suppressions et retards de trains...).

LE 16 JUIN 2011,
ASSOCIATIONS D'USAGERS, ELUS,
ONG ENVIRONNEMENTALES, CITOYENS,
LES CHEMINOTS VOUS INVITENT
A MANIFESTER ENSEMBLE A PARIS,
pour la défense et le développement
du Service Public SNCF
de voyageurs et de marchandises.
Rendez-vous à 13h00 Place Léna (Métro Léna)

**Les services publics
appartiennent à la Nation.**

**ENSEMBLE,
NE NOUS LAISSONS PAS DEPOSSEDER
DE CES BIENS COMMUNS.**